



Une ambition souhaitable pour le budget de la Région Nouvelle-Aquitaine

mardi 2 février 2021, par [lpe](#)

Les élus régionaux ont voté le budget primitif le 17 décembre 2020. Ce budget 2021, le dernier de cette mandature (élections prévues en juin prochain), est doté de 3,187 milliards d'euros, en progression de 3,58% par rapport à 2020.

Impacté par la crise sanitaire, tant en dépenses (240 M€ pour les plans d'urgence et de relance) qu'en recettes (Fin de la CVAE compensée par une fraction de TVA, baisse des dotations habituelles de l'Etat, baisse de rendement de la TICPE), ce budget se veut prudent mais comme le souligne le CESER dans son rapport, il nécessitera, dans un avenir proche, davantage d'ambition. *"Le Conseil régional devra poser les bases d'une politique ambitieuse qui assure à la fois les moyens de faire face à de nouvelles crises, fortement probables, et des transitions écologique, sociale et économique inévitables. Ceci ne pourra se faire sans le recours à un endettement équilibré, suffisant pour faire face au défi social et environnemental, tout en préservant une situation financière saine qui garantisse la solvabilité de l'institution."*

En Nouvelle-Aquitaine, depuis 2018, les dépenses sont réparties en 6 piliers d'intervention. Ci-dessous leur évolution budgétaire :

Les 6 piliers de la politique régionale	2021	2020	2019	2018
Dev éco-emploi	689 M€	620,4 M€	565,1 M€	537 M€
Jeunesse	901 M€	929,2 M€	1,078 md€	1,050 md€
Aménag. terri	600 M€	583,7 M€	587,3 M€	582 M€
Transition éner. écolo	413 M€	409,9 M€	412,3 M€	424 M€
Gestion fds europ.	165 M€	140,6 M€	137,9 M€	101 M€
Adm. Gén.	419 M€	454,5 M€	457,7 M€	414 M€

Le **volet économique**, en soutien au développement des entreprises, à leur équipement en solutions numériques, à la formation de leurs salariés notamment est un marqueur fort de cette mandature régionale. Plus précisément, l'attachement de l'exécutif, emmené par Alain Rousset, à l'industrie est flagrant. Cette volonté est accompagnée de celle qui consiste à construire, mobiliser autour de ces usines tout un écosystème mêlant laboratoires de recherche, centres de formation. Un modèle vertueux qui s'inscrit dans le temps long.

Le budget accordé à **la jeunesse** apparaît en baisse pour cette année 2021, un contresens alors que les jeunes ont été parmi les plus touchés depuis le début de la crise sanitaire : précarité due à la quasi absence de jobs pour les étudiants, difficile intégration en entreprise via les traditionnels contrats en alternance notamment, manque de visibilité, absence de lien social, culturel, sportif...

L'aménagement du territoire, tout comme l'économie et l'emploi, bénéficie d'un budget en constante progression. Ce soutien aux initiatives locales est essentiel à un développement cohérent et équilibré

notamment entre zones urbaines et plus rurales. Néanmoins, ce processus, surtout en amont, souffre d'un certain éloignement des centres de décision et des circuits d'information. Fervent défenseur d'une décentralisation plus poussée, le Président de Région ne pourrait-il pas envisager une application renforcée sur son territoire ?

Enfin, concernant **la transition écologique et énergétique**, rappelons que la Région s'est dotée en juillet 2019 d'une "Feuille de route" baptisée Néo Terra. Cette volonté devrait imprégner, à terme, l'ensemble des politiques régionales. Néanmoins, de grands dossiers restent en suspens : la gestion de la ressource en eau par exemple. L'élection toute récente d'Alain Rousset à la présidence du Comité de Bassin Adour Garonne apportera peut être une vision plus durable sur l'espace concerné. Autre dossier : celui des mobilités. Alain Rousset a renouvelé lors de ses vœux à la presse son souhait de voir émerger une taxe carbone pour les poids lourds toujours plus nombreux à traverser la région. Les transports publics s'équipent petit à petit de moyens plus propres mais le chemin est encore long. L'économie circulaire, l'encouragement au développement d'une agriculture raisonnée, voire bio, les actions en faveur de la biodiversité... beaucoup reste à faire même si la pression des élus écologistes au Conseil régional, à quelques mois des élections, tend à accélérer le mouvement.

CR.